

yeux qu'illusion et espoir éphémère, la paix. Je quitte ce sujet. Lorsque les honorables sénateurs réfléchiront sur ces questions, ils en viendront à la conclusion que nous avons souffert d'hallucination et que tout ce que nous avons acquis est perdu dans les nuages et est d'un résultat très douteux; qu'il nous faudra toute notre énergie et beaucoup d'économie, toute notre coopération et tout notre patriotisme pour refaire la société, recouvrer ce que nous avons perdu et revenir à un état normal.

Mon honorable ami qui a proposé l'Adresse, a parlé des efforts de nos soldats et a dit que nous devions attendre d'eux le rétablissement et le développement de notre pays. J'espère que les soldats qui ont été placés sur les terres du gouvernement seront capables de vivre et de rembourser au moins une partie des avances qui leur ont été faites.

Mais pour le temps actuel, et pour procurer des ressources qui sortiront le Canada du besoin et des dettes, il nous faut rétablir l'ordre dans l'industrie et les métiers; il nous faut employer le labeur et le capital avec avantage et par-dessus tout nous devons nous occuper à réduire les prix avant que notre commerce puisse prendre de l'expansion à l'étranger. Il est inutile de parler d'expansion de notre commerce tant que nous ne produirons pas, pour envoyer aux pays qui demandent notre marchandise, des articles de qualité égale à celle des produits des autres pays et à un prix égal ou inférieur au leur. Le Canada est actuellement, je crois, le pays où les prix sont les plus élevés. Nos articles ont gardé la haute marque à cause des efforts des producteurs et de l'intervention arbitraire du gouvernement.

Passons maintenant aux importations. L'honorable sénateur qui a proposé l'Adresse (l'honorable M. Proudfoot) félicite la Chambre et lui-même de ce que les importations étaient moindres en certains cas que les exportations. Quel en est le secret? Le Gouvernement ne nous donne pas les quantités exportées ou importées. Ils s'en sont prudemment abstenus bien que l'information ait été requise par la Chambre plusieurs fois. Pourquoi ne la donne-t-il pas? Les prix des exportations et importations sont quatre fois ce qu'ils étaient auparavant, et le chiffre du commerce paraît énorme parce qu'il a été grossi par le prix élevé des articles. Jusqu'à ce que les articles que nous produisons soient mis sur le marché à des prix plus bas, nous ne pouvons légitimement espérer l'expansion de notre commerce. Les

L'hon. M. ROCHE.

pays qui achèteront nos produits sont ceux qui ont été dévastés et sont dépourvus d'argent. Ils achèteront sur les marchés les plus avantageux et de ceux qui seront disposés à leur faire un crédit presque illimité.

Nous avons donné du crédit et nous avons établi du commerce par un moyen artificiel, mais cela ne peut durer. C'est par la production d'articles de valeur intrinsèque et à des prix modérés ou de concurrence que nous parviendrons à étendre notre commerce dans le monde. Je dis que des rapports de ce genre, quels que soient le soin et l'habileté qu'on y a apportés, sont entièrement illusoires et qu'ils ne donnent pas une idée juste des opérations du pays. Ils doivent être analysés, si toutefois la chose est possible, et ils doivent montrer quels sont les articles exportés et ceux qui sont importés et comment les articles que nous produisons peuvent être échangés pour ceux que nous importons. C'est seulement sur cette juste base que l'on peut se faire une idée exacte de notre commerce.

L'honorable chef du Gouvernement dans cette Chambre (l'honorable sir James Loughheed) se félicita de ce que d'énormes emprunts avaient été tirés du peuple canadien et il avança cela comme une preuve de la popularité du Gouvernement et de la confiance que le peuple avait en lui. Je ne parlerai pas des moyens par lesquels ces emprunts furent acquis. Le dernier fut de \$700,000,000. Le ministre pensa que c'était une cause de jubilation de constater que tant d'argent avait pu être obtenu du public. Je pense au contraire que c'est un sujet de regret que dans cet emprunt et les précédents, la somme de \$2,000,000,000 ait été extraite du capital canadien, car elle fut en grande partie tirée du capital industriel du pays et dépensée en fumée; dépensée pour les services de guerre. Le pouvoir financier du pays a été diminué de \$2,000,000,000 que le Gouvernement a pris sur le peuple. Et quelle est la situation actuelle? Les inquisiteurs sont partout. Un sur dix des hommes que vous rencontrez est un percepteur de taxe et un cadastre est établi, chaque jour et non plus à la fin de l'année. Les émissaires du Gouvernement sont partout, guettant l'occasion d'asseoir un peu plus d'impôts. La marotte va être: impôts et plus d'impôts. Je recommanderais à l'honorable chef du gouvernement, (l'honorable sir James Loughheed)—je sais qu'il m'entendra bien qu'il soit absent—que le Gouvernement établisse dans ce pays un fonds d'amortissement, autrement, sous peu, avec la prodigalité de dépenses qui a lieu, notre pays ne